



leDroit

Le Droit (Ottawa, ON) (site web)

Magazine Affaires, mercredi 27 février 2019 - 07h56 HE 484 mots

L'approvisionnement social

Ethel Côté
Le Droit

CHRONIQUE - PHILANTHROPIE / Quand des leaders de l'économie publique, privée et sociale montent à bord du train de l'approvisionnement social, c'est qu'il y a du potentiel!

Toute entreprise cherche de nouvelles opportunités de marché pour demeurer en affaires et la croissance de ses ventes est capitale. Si plusieurs d'entre elles visent la rentabilité à tout prix, certaines organisations à but non lucratif, coopératives et entreprises privées à mission sociale utilisent des stratégies d'affaires pour atteindre leurs objectifs sociaux. En plus de générer des revenus par la vente de leurs biens et de leurs services, elles cherchent à investir dans le bien commun tout en créant de l'impact social, économique, culturel, voire même environnemental. On parle ici d'achats ou d'approvisionnement social.

En ayant recours aux structures et aux outils d'achats existants, l'approvisionnement social permet aux gouvernements, aux entreprises privées, aux institutions et aux organisations communautaires d'utiliser leurs achats pour faire une différence.

Ces achats sont plus que des transactions monétaires, ils représentent des façons originales de transformer une part de leurs activités commerciales en valeur sociale. Est-ce que notre pouvoir d'achat serait une nouvelle façon de redonner à la communauté? Est-ce une façon de devenir des philanthropes 2.0?

Bâtir des communautés plus fortes

Si l'approvisionnement social ne peut régler tous les problèmes sociaux et économiques, il fait néanmoins une grande différence en utilisant notre pouvoir d'achat pour créer et maintenir des emplois de qualité à l'intention des gens marginalisés par le milieu du travail. Ce faisant, il contribue à bâtir des communautés plus fortes.

Tous les paliers de gouvernement s'activent avec des règlements municipaux, des stratégies provinciales, des mandats ministériels et des projets de loi fédéraux. Au fédéral, la lettre de mandat adressée à la ministre de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) fait mention de la valeur sociale comme un des objectifs de la modernisation du processus d'approvisionnement du gouvernement. Sur le plan législatif, s'il est adopté, le projet de loi C-344 permettra à SPAC d'ajouter la valeur sociale comme critère de sélection aux projets fédéraux d'investissement en infrastructure. Déjà des institutions, notamment des universités, des collèges et des hôpitaux alignent leurs pratiques commerciales à leurs objectifs de viabilité et de développement communautaire. En plus de leurs commandites et de leurs dons, plusieurs entreprises privées modifient leurs pratiques d'achat en intégrant des entreprises sociales à leur liste de fournisseurs.

Pour être au fait de l'offre de biens et de services des entreprises collectives au Québec, il faut visiter la plateforme Akcelos.

Il faut aussi se rendre sur le site Buy Social Canada (www.buysocialcanada.com), seul organisme national indépendant de certification pour les entreprises sociale et les acheteurs.

Ethel Côté est présidente de MécènESS & Institut social

[Cet article est paru dans Le Droit \(Ottawa, ON\) \(site web\).](#)

Note(s) :

Cet article a été modifié le 2019-02-26 à 12h54 HE.

Aussi paru dans

1 février 2019
26 février 2019
27 février 2019
28 février 2019
1 mars 2019
2 mars 2019
3 mars 2019
4 mars 2019
5 mars 2019
6 mars 2019
7 mars 2019
8 mars 2019
9 mars 2019
10 mars 2019

Images jointes :



© 2019 Le Droit (Ottawa, ON) (site web). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit

d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le **12 mars 2019** à **Institut-Mallet (2000 lecteurs)** à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20190227-LTW-3fec505d0e11090319f1b9ddcfbce1a8